

Résumé recherche PNR42+

## Eglises suisses, Apartheid & Afrique du sud : Le cas de la mission suisse en Afrique du sud

Caroline Jeannerat, Eric Morier-Genoud, Didier Péclard

Ce rapport analyse la manière dont certaines organisations religieuses suisses ont réagi et agi face à la mise en place de l'apartheid en Afrique du Sud durant la deuxième moitié du vingtième siècle. Il se penche pour cela sur le cas de la Mission suisse en Afrique du Sud (MSAS), une institution présente aussi bien en Afrique du Sud, en Suisse que sur la scène œcuménique internationale. En Afrique du Sud, la MSAS s'est installée dans le Transvaal (nord-est du pays) à la fin du 19e siècle. Parallèlement à son travail d'évangélisation, elle y joua peu à peu un rôle clé dans les domaines de la santé et de l'éducation. Elle y fonda également une Eglise indigène qui devint indépendante en 1962 sous le nom d'Eglise presbytérienne tsonga (TPC). En Suisse, la MSAS est issue du mouvement piétiste qui se développa durant la première moitié du dix-neuvième siècle. Créée en 1871 sous le nom de Mission Vaudoise, avant de devenir la Mission Romande, elle intégra, en 1963, une nouvelle association missionnaire plus importante, formée des Eglises protestantes francophones, le Département Missionnaire des Eglises de la Suisse Romande (DM). Par l'entremise du DM et grâce aux activités de certaines de ses Eglises membres, la MSAS/TPC était présente dans les milieux œcuméniques suisses et internationaux.

Les débats qui ont eu lieu en Suisse dans les médias, sur la scène politique, ou encore dans le monde universitaire autour des relations entre la Suisse et l'Afrique du Sud après la deuxième guerre mondiale sont restés en grande partie confinés à la sphère économique et financière. De même, la plupart des projets de recherche menés dans le cadre du PNR 42+ se sont penchés sur le rôle de l'Etat, ou sur celui des entreprises et des banques suisses. Le présent rapport tente d'élargir cette vision des relations entre les deux pays en intégrant dans l'analyse davantage d'acteurs et de liens. Il le fait en se concentrant sur une organisation religieuse basée en Suisse, mais active principalement en Afrique du Sud, et en l'analysant à plusieurs niveaux : en Suisse, en Afrique du Sud et sur la scène internationale. Ce choix permet de comprendre l'influence du contexte sud-africain sur la Suisse et, inversement, l'influence d'une organisation suisse sur certains développements historiques en Afrique du Sud. Ce rapport espère donc, avec un tel angle d'approche, contribuer à une meilleure compréhension – plus complexe et plus profonde – de la manière dont la Suisse a réagi à l'apartheid.

Les missionnaires suisses furent parmi les premiers citoyens helvétiques à se rendre en Afrique du Sud au cours du dix-neuvième siècle. Il s'y installèrent généralement pour de longues périodes. La MSAS fournit à l'opinion publique suisse le premier canal d'information régulier sur l'Afrique du Sud. Des lettres et des rapports envoyés par des missionnaires étaient publiés dans

des journaux et des revues largement diffusées, tandis que le discours missionnaire sur l'« Afrique païenne » figurait en bonne place dans les écoles du dimanche en Suisse. A partir de la moitié du vingtième siècle, les sources d'information sur l'Afrique du Sud se sont diversifiées et la Mission devint juste un canal d'information parmi d'autres. Malgré tout, durant toute la période de l'apartheid, les Eglises et autres organisations religieuses de Suisse jouèrent un rôle de premier ordre dans les débats sur le régime ségrégationniste sud-africain. Ceci s'explique tant par l'engagement des Eglises chrétiennes de Suisse dans le travail missionnaire en Afrique du Sud (auquel participèrent aussi diverses congrégations catholiques), que par le rôle que jouèrent à partir des années 1960 de nombreux religieux et laïcs suisses dans les mouvements anti-apartheid, dans la mouvance développementaliste, ou encore dans les associations luttant pour la défense des droits humains.

Si l'économie joua un rôle prépondérant dans le développement du régime d'apartheid et dans le soutien qu'il reçut au niveau international, les questions idéologiques et culturelles en furent un enjeu fondamental. L'un des piliers idéologiques du régime d'apartheid était la Dutch Reformed Church (DRC), la principale Eglise protestante Afrikaner, qui affirmait et professait officiellement que la ségrégation et la discrimination raciales se justifiaient d'un point de vue biblique. Or cette idéologie raciste allait à l'encontre des principes fondamentaux dans lesquels se reconnaissaient les organisations laïques et religieuses qui apparurent sur la scène internationale après la deuxième guerre mondiale – en particulier l'universalité des droits humains et l'égalité entre toutes les races. En effet, le génocide perpétré par le Troisième Reich au nom d'une prétendue différence entre les races, d'une part, et les luttes nationalistes pour l'indépendance en Afrique et en Asie dans les années 1940 et 1950, d'autre part, avaient débouché sur une vision nouvelle de la relation de l'Occident avec l'« Autre », et sur une nouvelle conception de la différence raciale. Au sein des organisations et institutions religieuses, ce processus conduisit notamment à repenser les relations entre les organismes missionnaires et les nouvelles Eglises créées dans les pays de mission. Il permit également l'apparition d'organisations religieuses internationales comme le Conseil œcuménique des Eglises (COE). L'apartheid devint d'autant plus problématique pour celles-ci qu'il remettait en cause ce nouveau paradigme des relations entre Eglises et anciennes missions. En ce sens, l'apartheid constituait un défi à la nouvelle approche des relations interculturelles en vigueur au sein des Eglises chrétiennes.

Partant de cette base historique, le présent rapport montre que :

- A partir des années 1970, le DM prit en Suisse une position singulière par rapport à l'apartheid, position qui différait de celle adoptée par d'autres Eglises et institutions religieuses suisses, notamment la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS). A contrario, le DM était en phase avec les positions anti-apartheid de plusieurs autres organisations missionnaires et du COE, encore que son attitude ait été probablement plus discrète.
- A partir des années 1970 en Afrique du Sud, la position de la MSAS/TPC fut plus complexe et nuancée. Alors qu'il y eut une période entre 1980 et 1986 où la direction de l'Eglise fut dominée par des éléments anti-apartheid radicaux, l'Eglise fondée par la Mission Suisse pencha majoritairement pour une vision réformiste du point de vue politique, lorsqu'elle ne resta pas simplement silencieuse. En conséquence, alors que les relations entre le DM et l'Eglise sud-africaine furent bonnes et constructives jusqu'au milieu des années 80, des tensions apparurent entre Lausanne et Johannesburg après 1986. Ces tensions étaient le reflet de divisions très profondes et de conflits qui s'étaient peu à peu développés au sein de la MSAS/TPC.

Dès le début, la MSAS se retrouva dans une position ambiguë. Entre son installation dans le Transvaal des années 1880 et les débuts de l'apartheid en 1948, elle s'intégra peu à peu dans la société coloniale sud-africaine, notamment en acquérant de grandes propriétés (des « fermes »),

selon la terminologie sud-africaine, dont la surface recouvrait entre 2'000 et 4'000 hectares chacune) sur lesquelles elle établit ses stations missionnaires. Ceci n'empêcha pas la MSAS d'être critique à l'égard de certains aspects de la société coloniale. Son projet était d'ailleurs de protéger les Africains contre les dangers de cette dernière. Malgré cela, la Mission Suisse partageait certaines des conceptions idéologiques sur lesquelles l'apartheid fut bâti plus tard. Aux yeux des missionnaires suisses en effet, l'adoption du christianisme par les Africains de « race » noire ne pouvait se faire que si ces derniers avaient la possibilité de se développer par eux-mêmes dans le cadre de leur propre culture, ou plutôt dans une version christianisée de leur culture. L'arrivée de l'apartheid remit en cause cette idéologie de « ségrégation protectrice » défendue par les missionnaires, car les idéologues du nouveau régime poussèrent la logique de ségrégation à de tels extrêmes politiques et sociales qu'elle devint totalement incompatible avec les idées chrétiennes d'égalité entre les être humains que partageaient la plupart d'entre eux. Néanmoins, lorsque le gouvernement sud-africain du Premier-ministre Verwoerd créa des « bantoustans » (ou homelands), ces pseudo-Etats destinés à recueillir différents groupes dits ethniques vivant dans le pays, la MSAS salua cette décision. Les missionnaires suisses étaient surtout très favorables à la création du Gazankulu, le homeland destinés aux Tsongas (l'ethnie au sein de laquelle ils s'étaient installés), car ils considéraient cette création comme une importante reconnaissance symbolique et matérielle de la « nation » qu'ils avaient toujours essayé de « protéger ». Cette attitude s'explique en partie par le fait que la Mission en était venue à considérer son travail comme consubstantiel au devenir de l'ethnie tsonga, et parce que la création du Gazankulu reçut le soutien d'une bonne part de l'élite tsonga, en particulier des personnes qui étaient proches de la Mission. De plus, cette dernière perçut certaines des mesures prises par le gouvernement ségrégationniste comme potentiellement bénéfiques pour la population tsonga, puisque la politique d'apartheid sembla signifier, dans un premier temps, un soutien accru de la part du gouvernement en faveur des écoles et des cliniques gérées par la Mission.

A la fin des années 50 et durant les années 60, la situation commença à changer. Premièrement, la Mission perdit le contrôle de ses écoles et, plus tard, de ses hôpitaux. Ensuite, l'Etat sud-africain menaça d'exproprier les fermes de la Mission et de déplacer – de force si nécessaire – les gens qui y vivaient lorsqu'il commença à mettre en œuvre sa politique de bantoustans. A la même époque, des divisions commencèrent à apparaître au sein de l'Eglise presbytérienne tsonga, en particulier entre les congrégations rurales et urbaines et entre les générations qui avaient eu des expériences différentes de l'apartheid. Ces différences s'accrochèrent encore lorsqu'une jeunesse radicalisée ramena chez elle les expériences faites lors du soulèvement de Soweto et les espoirs qui en étaient nés. Dans les années 1980, l'Eglise, rebaptisée Evangelical Presbyterian Church in South Africa (EPCSA), se divisa peu à peu en deux camps opposés. D'un côté, une aile radicale, ou prophétique, se développa sous la houlette de celui qui était à l'époque modérateur (président) de l'EPCSA, et exigea de l'Eglise qu'elle joue un rôle plus actif dans le combat contre l'apartheid. De l'autre, une deuxième aile de l'EPCSA resta étroitement liée au Gazankulu et continua, comme beaucoup d'autres Eglises du pays, à adopter une attitude passive face à l'apartheid. Si la faction radicale prit le pouvoir et imposa sa vision entre 1980 et 1986, le reste du temps c'est la majorité réformatrice et/ou conservatrice qui dirigea l'Eglise. Jusqu'en 1980, l'EPCSA parvint à vivre avec ces deux tendances divergeantes sans que cela ne crée de réels problèmes. En revanche, la radicalisation de la lutte contre l'apartheid dans les années 1980 finit par entraîner de profondes divisions, qui conduisirent même l'EPCSA à se scinder en deux.

En Suisse, l'apartheid en vint à occuper une place de choix dans les discussions au sein des milieux d'Eglise dans les années 70. Le mouvement anti-apartheid suisse, créé une décennie auparavant, dut beaucoup aux éléments progressistes de l'Eglise, particulièrement à Genève. Plus généralement, le COE, basé à Genève, eut une très grande influence sur la manière dont les

Eglises, en Suisse et dans le monde, définirent leur rôle dans le cadre de la lutte contre l'apartheid. En 1968, le COE lança son Programme de lutte contre le racisme (PLR), un projet destiné à combattre la discrimination raciale partout dans le monde, et en particulier en Afrique australe. Le PLR suscita de nombreux débats et controverses, notamment parce qu'il offrit un soutien financier aux mouvements de libération (à condition que ces derniers utilisent les moyens mis à leur disposition à des fins sociales et humanitaires seulement), et parce qu'il se prononça, durant la deuxième phase de son développement, en faveur de la fin des investissements en Afrique du Sud comme moyen de forcer Pretoria à mettre un terme au régime d'apartheid. Les Eglises suisses étaient très divisées à ce propos, certaines institutions cantonales soutenant le PLR, alors que d'autres s'y opposaient. De son côté, la Fédération des Eglises protestantes de Suisse (FEPS) tarda beaucoup avant de prendre position au sujet du PLR. Lorsqu'elle le fit, elle ne se déclara ni pour, ni contre ce programme, mais proposa une alternative. Conçue tout d'abord comme un programme très général de défense des droits humains, cette alternative prit ensuite la forme de ce qu'il est convenu d'appeler une « mission de bons offices ». Son but principal était d'obtenir de la Dutch Reformed Church qu'elle s'engage à changer sa politique de soutien à l'apartheid. Lancée en 1978, la mission de bons offices de la FEPS suscita de sévères critiques de la part de certains milieux d'Eglise suisses, ainsi que de la majorité de ses partenaires parmi les Eglises noires en Afrique du Sud. Cette mission s'acheva en 1981 sans avoir obtenu de résultats tangibles, si ce n'est d'éloigner de la position défendue par le COE le peuple et les institutions religieuses suisses.

A l'origine de la réponse de la FEPS au PLR, il y avait, d'une part, une tradition institutionnelle et une confiance aux vertus du dialogue, et, de l'autre, une certaine crainte de la confrontation et des pressions. Premièrement, et contrairement au COE, au mouvement anti-apartheid et au DM, qui pensaient que s'opposer directement au régime de Pretoria et à ses soutiens contribuerait à mettre fin à l'apartheid, la FEPS croyait au dialogue. Il s'agissait d'une position théologique (théologie de la réconciliation par opposition à la théologie prophétique qui était du côté des opprimés) et culturelle (typiquement suisse?) selon laquelle la confrontation ne ferait que cristalliser davantage les divisions et jeter de l'huile sur le feu, contrairement à la négociation, à la réconciliation et à la recherche du consensus. Ensuite, la position de la FEPS s'explique par la nature même de l'institution. En tant que fédération représentant quelque 26 Eglises cantonales, disposant de peu de pouvoir propre, la FEPS ne pouvait prendre des décisions qui ne soient l'expression d'un compromis acceptable par tous. Ceci rendait difficile l'adoption de positions radicales, que ce soit pour ou contre l'apartheid. Enfin, les Eglises furent victimes de pressions, voire d'un chantage explicite, de la part de divers acteurs économiques qui les menacèrent de sanctions si elles adoptaient une attitude trop radicale ou faisaient preuve de trop d'activisme sur la question de l'apartheid.

Durant les années 1980, les débats concernant l'apartheid et l'Afrique du Sud furent dominés par des questions plus économiques. En Suisse, un des principaux thèmes abordés fut l'attitude des trois grandes banques (UBS, SBS, Crédit Suisse), qui avaient été dénoncées en 1981 par le comité spécial de l'ONU sur l'Afrique du Sud comme étant les principales sources de soutien financier de Pretoria. A nouveau, le COE et le mouvement anti-apartheid optèrent pour une stratégie de confrontation directe, le premier mettant, en 1981, un terme à ses relations avec les banques qui investissaient en Afrique du Sud, tandis que le deuxième lançait la même année une « Campagne contre les relations bancaires Suisse-Afrique du Sud ». Les Eglises étaient aussi divisées à ce sujet qu'elles l'avaient été lors du lancement du Programme de lutte contre le racisme. Le DM se rangea du côté du COE et de l'ONU, tout comme la plupart des organisations missionnaires de Suisse. En revanche, la FEPS, cette fois en collaboration avec la Conférence des évêques suisses (CES), choisit une nouvelle fois une politique de non confrontation et proposa

une alternative aux options du COE et de l'ONU. Cette deuxième alternative pris la forme d'un dialogue entre une délégation œcuménique des Eglises et une délégation de représentants de l'Association suisse des banquiers et des principales banques suisses. La délégation des Eglises espérait convaincre les banques de ne plus investir en Afrique du Sud ou, à tout le moins, d'utiliser leur poids financier pour obtenir certaines réformes dans le pays. Cependant, tout comme cela avait été le cas lors de la « mission des bons offices », ces « entretiens bancaires » (Bankengespräche) ne donnèrent aucun résultat concret. Ceci s'explique en partie par le fait que et la FEPS et la CES refusèrent de donner à leur délégation des moyens de pression sur les banques (comme de recourir à des campagnes d'affichage ou d'appeler au boycott des banques pour dénoncer leur politique en Afrique du Sud) au cas où les discussions ne mèneraient nulle part. Cela s'explique aussi par le fait que les banques refusèrent de prendre en considération les propositions des Eglises et qu'elles ne jouèrent pas franc jeu. Quoiqu'il en soit, il est clair que, une fois encore, si la FEPS et la CES n'obtinrent pas grand-chose, les banques gagnèrent, elles, un temps précieux grâce à ces discussions qui, de plus, leur permirent de soigner leur image publique.

En résumé, nous pouvons dire que, en Suisse, le Département Missionnaire a été très actif dans la lutte contre l'apartheid depuis 1973, et surtout après les émeutes de Soweto, en 1976. Il collabora avec le COE et le mouvement anti-apartheid pour combattre le racisme en Afrique du Sud. Une telle attitude contrastait avec celle adoptée par nombre d'Eglises cantonales et plus encore avec celle de la FEPS. Cette dernière garda le silence pendant longtemps et essaya, à partir de la fin des années 70, de trouver une politique réformiste qui permette d'éviter la confrontation avec l'apartheid et les milieux économiques suisses, tout en critiquant formellement le régime ségrégationniste. En Afrique du Sud, la Mission Suisse adopta pendant de nombreuses années une attitude ambivalente face à l'apartheid. L'arrivée au pouvoir dans l'Eglise d'une nouvelle génération de pasteurs radicaux en 1980 fit que l'institution devint activement impliquée dans la lutte contre l'apartheid. Toutefois, en 1986, le président de l'Eglise fut arrêté par le gouvernement sud-africain à cause de ses prises de position contre l'apartheid, et une direction plus conservatrice arriva au pouvoir. L'Eglise garda par la suite le silence en matière politique, tandis que la faction radicale, désormais marginalisée, s'organisait en mouvement confessionnel. Avec ses divisions et ses positions politiques, l'EPCSA était en phase avec la plupart des institutions religieuses du pays, elles aussi divisées et officiellement silencieuses. En revanche, cette attitude contrastait fortement avec celle adoptée par l'institution suisse partenaire de l'EPCSA, le Département Missionnaire, ce qui ne manqua pas de générer beaucoup de tensions entre les deux institutions. Les différences entre la branche suisse et la branche sud-africaine de la Mission peuvent s'expliquer en bonne partie par le fait que le contexte était différent. Il y avait d'un côté une institution engagée sur le terrain depuis plus d'un siècle et de l'autre une institution qui se trouvait à l'extérieur du pays. A l'inverse, la nature missionnaire – impliquant une présence sur le terrain – du DM/Mission Suisse en Afrique du Sud explique en grande partie sa position particulière en Suisse.

Notons enfin que les divisions au sein de la Mission Suisse et de l'EPCSA, ou entre les différentes Eglises de Suisse, contrastent avec la position unanime des milieux économiques suisses par rapport à l'apartheid. L'étude des divisions du monde religieux révèle que, si celles-ci s'expliquent par de nombreuses causes propres à leur histoire, les pressions et à l'occasion le chantage exercé par les milieux économiques y ont également contribué.

Cette recherche a été dirigée par:

Patrick Harries

Ont contribué en Afrique du Sud:

Peter Halala

Alan Kirkaldy

Alpheus Manghezi

en Suisse

Marcel Dreier